

# PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS Catégorie 2

## REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES



### Coordonnées du Maître d'ouvrage

CREPS ANTILLES GUYANE

Avenue Patrick Saint Eloi  
97182 LES ABYMES

Document établi à Pointe-à-Pitre, le 22/04/2025

**Objet :** PGC SPS Indice 0 du 22/04/2025

**Chantier :** REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES

**Nos références :** 2024054

**Vos références :**

Madame, Monsieur,

Conformément à notre contrat et suite aux derniers éléments transmis, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, un exemplaire du Plan Général de Coordination Catégorie 2.

Un exemplaire est destiné à votre dossier. Une copie a été adressée par mail à la maîtrise d'œuvre ce jour pour la reproduction et insertion dans le dossier de consultation des entreprises.

Vous souhaitant bonne réception de ce document, et restant à votre disposition,

Veuillez agréer, Madame, Monsieur mes sincères salutations.

LAROCHELLE Nilda



70 Rue Dugommier  
97110 Pointe-à-Pitre  
Tél : 05 90 90 96 12  
mail : contact@ip2c-guadeloupe.net  
Siret : 810 004 887 00016 - APE : 7490B

Coordonnateur SPS

**PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION**  
**En Matière de Sécurité et de**  
**Protection de la Santé**

NIVEAU : Catégorie 2  
R 4532-43



REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES

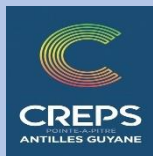
Avenue Patrick Saint Eloi  
97182 LES ABYMES

Date : 22/04/2025

N° du Dossier : 2024054

Vos références :

**Maitre d'ouvrage**



**CREPS ANTILLES GUYANE**  
Avenue Patrick Saint Eloi  
97182 LES ABYMES

**Maitre d'œuvre**



**ATELIER MARO**  
Impasse Bellevue Secteur Pliane  
97190 LE GOSIER

Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection est un document appelé à évoluer

Version	Observations	Date
Version initiale		22/04/2025

Etabli conformément aux Article R 4532-42 à R 5632-51 du décret 2008-244 du 7 mars 2008 en application le 1er mai 2008

**REGLES COMMUNES**

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application n° 94-1159.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention :

- 1) Éviter les risques,
- 2) Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- 3) Combattre les risques à la source,
- 4) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- 5) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- 6) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- 7) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- 8) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- 9) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5 6,7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, aux maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

**Objet :** Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité de Protections de la Santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures de coordination propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier ou **la succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

**Accès à l'opération :** Les entreprises titulaires et sous-traitantes n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier même s'il existe des contraintes de délais.

**Responsabilités :** L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie Civil (article L 4352-6 du code du travail).

**Textes applicables :**

Lois, décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

CODE DU TRAVAIL avant et après mai 2008- IVème partie Santé Sécurité au Travail.

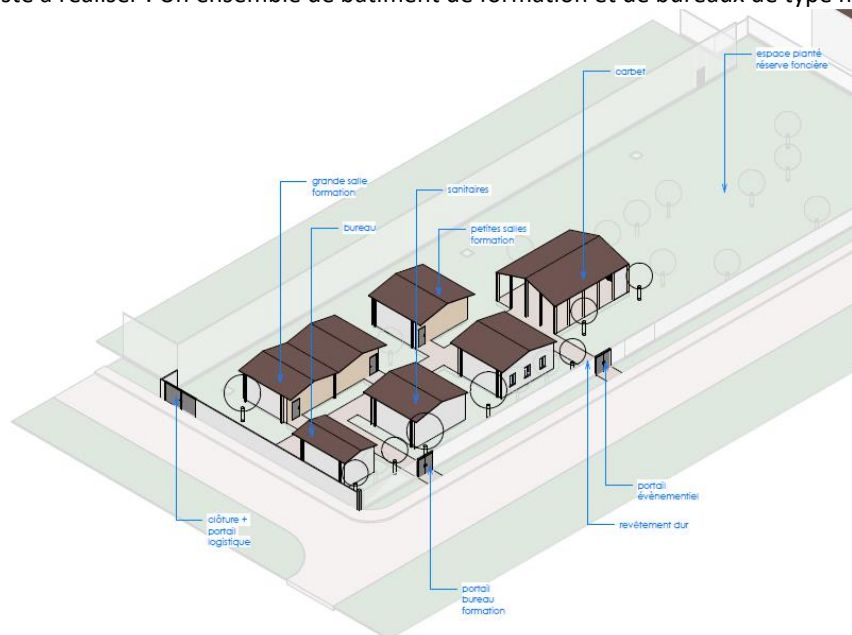
**Nota : cette opération a été confiée au coordonnateur SPS en phase Conception**

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS .....</b>	<b>4</b>
A) PRESENTATION ET SITUATION .....	4
B) CALENDRIER PREVISIONNEL DES TRAVAUX EN REALISATION .....	5
C) AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES .....	5
D) MOYENS ET AUTORITES DU COORDONNATEUR SPS DEFINIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	6
1) Les principales obligations du maître d'ouvrage .....	6
2) Autorité conférée au coordonnateur SPS définie par le maitre d'ouvrage. ....	6
3) De la part du Maître d'œuvre .....	7
4) De la part des titulaires des marchés .....	7
E) INTERVENANTS SUR LE CHANTIER.....	7
<b>CHAPITRE II - ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER .....</b>	<b>10</b>
A) PREAMBULE.....	10
B) BASE VIE .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
C) INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
D) ARMOIRE SECURITE SUR CHANTIER .....	12
E) TRAVAIL DE NUIT.....	13
F) GARDIENNAGE – CLOTURES DE CHANTIER .....	13
G) MILIEU DANS LEQUEL SE DEROULE L'OPERATION .....	13
H) ORGANISATION DU CHANTIER .....	17
<b>CHAPITRE III - MESURES DE COORDINATION .....</b>	<b>20</b>
A) PREAMBULE.....	20
B) GENERALITES .....	20
C) RISQUES MAJEURS LIES AUX COACTIVITES SIMULTANEEES OU SUCCESSIVES .....	21
D) LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS EN PARTICULIER POUR CE QUI CONCERNE L'INTERFERENCE DES APPAREILS DE LEVAGES SUR LE CHANTIER OU A PROXIMITE, AINSI QUE LA LIMITATION DU RECOURS AUX MANUTENTIONS MANUELLES .....	22
E) DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGES ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES. ....	23
F) L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE.....	25
G) RISQUES ET MESURES PRECONISEES OU EXPRESSION DE LA REGLE .....	25
H) LES REGLES QUI SAUVENT – ENGAGEMENT DES ENTREPRISES .....	30
<b>CHAPITRE IV - RENSEIGNEMENTS DE SANTE ET DE SECOURS .....</b>	<b>35</b>
A) PREAMBULE.....	35
B) PREVENTION DES RISQUES ET MALADIES PROFESSIONNELLES .....	35
<b>CHAPITRE V - MODALITE DE COOPERATION ; ARTICLE R 4532-6.....</b>	<b>38</b>
A) PREAMBULE.....	38
<b>CHAPITRE VI - ANNEXES.....</b>	<b>40</b>
A) LISTE DES ANNEXES.....	40
B) LISTE DES ENTREPRISES DES QUE RETENUES .....	40
C) SUIVI DES PPSPS.....	40
D) PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER .....	40

**CHAPITRE I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS**  
Complétant notamment la déclaration préalable**A) Présentation et situation**

Le présent marché consiste à réaliser : Un ensemble de bâtiment de formation et de bureaux de type modulaires.



Les travaux sont situés dans l'enceinte du CREPS ANTILLES GUYANE : Avenue Patrick Saint Eloi 97139 LES ABYMES



IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

**B) Calendrier prévisionnel des travaux en réalisation**

Les travaux se dérouleront dans un délai de 7 mois.

Les travaux devraient commencer (prévision) en Juillet 2025

Le calendrier des travaux lot par lot se trouve en annexe du DCE ; celui-ci sera harmonisé avec le planning de coactivité.

**Phasage de l'opération**

Les travaux se dérouleront en 1 phase, en 4 Lots séparés

N° de lot	Nom du lot
01	Gros œuvre – Démolition – VDR
02	Charpente Couverture Bois
03	Espaces verts – Serrurerie
04	Modulaire

**Mode de consultation, de passation et type de marchés**

Mode de consultation	Mode de passation des marchés	Types de marchés
Marché à procédure adaptée	Lots séparés	Procédure adaptée

**Classement du chantier :** Le Maître d'ouvrage a classé le chantier Catégorie 2

Après étude du dossier et des documents qui m'ont été remis, il en ressort en effectif global de 1211 journées/ hommes confirmant que l'opération est bien en Catégorie 2 Bâtiment.

**Nombre d'entreprises en même temps :** 4 (hors sous-traitants)

**Effectif prévisionnel en pointe :** 9 hommes/ jour

**C) Autorisations administratives****Sous la responsabilité du maître d'ouvrage**

Déclaration préalable (L 4532-1 et 2 du code du travail).

La déclaration préalable sera faite par le maître d'ouvrage à l'inspection du Travail, au service prévention de la CGSS.

Observation : la déclaration préalable est faite par le Maître d'ouvrage à l'envoi de la demande de permis de construire ou 30 jours avant le début des travaux s'il n'y a pas de permis de construire.

**Sous la responsabilité des entreprises**

Demande de renseignements par le Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communiquera aux entreprises le Numéro de la Déclaration des Travaux (DT) afin que les entreprises puissent réaliser les DICT auprès de l'ensemble des concessionnaires

Demande de renseignements par les entreprises

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux :



DICT : à demander en phase de préparation de chantier par l'entrepreneur concerné à l'ensemble des concessionnaires concernés. Elle sera valable 3 mois et devra être reconduite si nécessaire.

Sites à consulter – voir article E- Services extérieurs et concessionnaires

Chaque entreprise concernée devra déposer une DICT avant le démarrage des travaux.

Les entreprises employant sur le chantier plus de 10 salariés pendant au moins une semaine devront adresser une déclaration d'ouverture de chantier aux organismes institutionnels de la prévention.

Les demandes d'arrêtés ou d'autorisations de voiries sont à effectuer auprès des services techniques de la ville LES ABYMES auprès du Conseil Général du département ou au Conseil Régional de la région.

#### PPSPS des entreprises

Chaque entreprise devra adresser son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé à L'Inspection du Travail et aux autres organismes de prévention ainsi que les copies nécessaires au coordonnateur pour diffusion aux autres entreprises.

Situation de danger grave et imminent : droit de retrait.

Dispositif des articles L 4131-3 du code du travail.

#### Premières consignes

Les réseaux existants doivent être tracés au sol avant les premiers coups de pelle.

Pour Les réseaux aériens ; ils devront être protégés, déplacés ou un portique sera installé.

L'ensemble de ces mesures devront être réalisées avant toute intervention de matériel.

### **D) Moyens et autorités du coordonnateur SPS définis par le maître d'ouvrage**

---

#### **1) Les principales obligations du maître d'ouvrage**

##### **Obligation de faire :**

- Appliquer les PGP (Principes Généraux de Préventions) Article L 4531-1
- Déclarer les opérations de niveau I et II Article L 4531-1 à 2
- Désigner le Coordonnateur SPS compétant doté de l'autorité et des moyens nécessaires à sa mission (Article R 4532-25 et R 4532-26)
- Réaliser les VRD préalables pour les opérations de bâtiment > 760 000 € Article R 4533-1 à 7
- Organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et coordonnateurs SPS Article R 4532-6
- Conserver le PGC pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage Article R 4532-51
- Conserver et transmettre le DIUO Article R 4532-16
- Se concerter avec les autres maîtres d'ouvrage en cas de pluralité d'opérations, avec risque d'interférences Article L 4531-3
- Veiller à la mise en application des principes généraux de prévention Article L 4531-1
- Faire établir le PGC par le Coordonnateur SPS et le joindre au dossier de consultation des entreprises Article R 4532-42
- Faire ouvrir le registre journal de la Coordination par le Coordonnateur SPS Article R 4532-38
- Faire constituer le DIUO par le Coordonnateur SPS Article R 4532-95

#### **2) Autorité conférée au coordonnateur SPS définie par le maître d'ouvrage.**

- Le Maître d'Ouvrage confère au coordonnateur autorité par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, titulaire du marché, entrepreneurs co-traitants ou sous-traitants, employeurs ou travailleurs indépendants.

- Pendant la durée de l'exercice de sa mission, s'il constate la présence d'un danger grave, le coordonnateur disposera de l'autorité nécessaire pour :
  - Demander à tout intervenant qui ne respecterait pas les mesures de coordination ou les procédures de travail ou ses obligations en matière de sécurité et de santé de s'y soumettre sans délai,

### 3) De la part du Maître d'œuvre

- Le nom et les coordonnées des entreprises devant travailler sur le chantier,
- Les comptes-rendus des réunions de chantier,
- Les mises à jour du planning général des travaux.



### 4) De la part des titulaires des marchés

- Les plannings détaillés de réalisation des travaux ainsi que leurs mises à jour,
- La liste tenue à jour des sous-traitants devant intervenir sur le chantier ainsi que les travailleurs indépendants (noms, adresses, activités, noms des responsables, dates et durées approximatives d'interventions, effectif prévisible).




## E) Intervenants sur le chantier

### Intervenants sur le chantier (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvres, Coordonnateur SPS)

#### Maître d'ouvrage

Coordonnées de la maîtrise d'ouvrage	Contact	Tel / Email
 <b>Maître d'ouvrage</b> <b>Mandataire</b> <b>CREPS ANTILLES GUYANE</b> Avenue Patrick Saint Eloi 97182 LES ABYMES	Monsieur HULOT Vincent	Tel : Mob : Email : <a href="mailto:vincent.hulot@creps-pap.sports.gouv.fr">vincent.hulot@creps-pap.sports.gouv.fr</a>
 <b>Maitre d'ouvrage</b> <b>Assistance</b> <b>PROGEA</b> ZAE Colin Bâtiment ALUTECHNOLOGIE 97130 PETIT BOURG	Madame CHAPUT Camille	Tel : Mob : Email : <a href="mailto:cchaput@progea.fr">cchaput@progea.fr</a>

#### Maître d'Œuvre

Coordonnées de la maîtrise d'œuvre	Contact	Tel / Email
 <b>Maitre d'oeuvre</b> <b>ATELIER MARO</b> Impasse Bellevue Secteur Pliane 97190 LE GOSIER	Alice HUET	Tel : Mob : Email :
 <b>BET TCE</b> <b>CSI</b>	Christophe BARNABE	Tel : Mob : Email :
 <b>BET STRUCTURE</b> <b>ETECH</b>	Jean-Philippe CHABERNAUD	Tel : Mob : Email :



## PGCSPS Catégorie 2






REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES -  
N° du Dossier : 2024054

<b>CCBI18</b>	<b>BET Modulaires CCBI18</b>	Jacky BRULET	Tel : Mob : Email :
---------------	----------------------------------	--------------	---------------------------


### Coordonnateur

Coordonnées du Coordonnateur SPS		Contact	Tel / Email
	Conception <b>IP2C</b>	Madame LAROCHELLE Nilda	Tel : 0590 90 96 12 Mob : 0690 06 77 82 Email : csps@ip2c-guadeloupe.net
	Réalisation <b>IP2C</b>	Monsieur BRUMIER Gaël	Tel : 0590 90 96 12 Mob : 0690 70 47 05 Email : csps@ip2c-guadeloupe.net

### Intervenants sur le chantier (maitrise de chantier, contrôle etc...)

Coordonnées des intervenants		Contact	Tel / Email
	<b>SOCOTEC</b> Centre commercial La Rocade Grand Camp Nord 97142 LES ABYMES	Madame LAFITTE Marie-Leone	Tel : 0590 48 12 70 Mob : Email : marie-leone.lafitte@socotec.com
	<b>HM PROGEO</b>	Monsieur MIEESCH Hubert	Tel : Mob : Email : hubert.miesch@hmprogeo.com
	<b>CGSS - SERVICE PREVENTION</b> Espace Amédée FENGAROL Parc d'activités la Providence ZAC de Dothémare 97181 Les Abymes CEDEX		Tel : Mob : Email :
	<b>DEETS GRANDE-TERRE</b> Immeuble Raphael 97122 BAIE MAHAULT		Tel : Mob : Email :
	<b>OPPBTP de Guadeloupe</b> Centre d'affaires IFACOM - 102 Centre Saint John Perse Quai Ferdinand de Lesseps 97110 POINTE A PITRE	Monsieur CHANUT David Responsable opérationnel de secteur	Tel : Mob : 06 17 36 32 73 Email : david.chanut@oppbtp.fr

### Services de secours

Coordonnées des Secours		Contact	Tel / Email
	<b>CHU POINTE A PITRE/ABYMES</b> Route de chauvel 97139 LES ABYMES		Tel : 0590 89 10 10 Mob : 0590 89 10 10 Email :

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net



Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

## PGCSPS Catégorie 2

REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES -

N° du Dossier : 2024054

### Services extérieurs et concessionnaires

Coordonnées des Concessionnaires		Contact	Tel / Email
	<b>EDF</b>  97110 POINTE A PITRE		Tel : Mob : Email :
	<b>SMGEAG</b> Route de Blanchard CS 80 002 97190 LE GOSIER		Tel : Mob : Email :

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : [csps@ip2c-guadeloupe.net](mailto:csps@ip2c-guadeloupe.net)

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

**CHAPITRE II - ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER****A) Préambule**

---

D'une manière générale les travaux se déroulent de la façon suivante ;

- Mise en place de la signalisation d'approche de l'opération
- Mise en place des clôtures de chantier
- Terrassements généraux y compris au niveau de la base vie et des cantonnements
- Empierrements
- Réalisation des réseaux de la base vie
- Réalisation des réseaux primaires
- Mise en place du panneau de chantier
- Mise en place de la base vie
- Démarrage de l'opération.
- L'ensemble de ces mesures sont soumises aux plannings de l'opération (voir DCE)

**B) Installations obligatoires sur les chantiers du BTP**

---

Installations de la base vie : Chantier toujours propre et rangé

Le plan type de chaque installation de chantier mentionnera entre autres :

- l'implantation et la composition de l'installation,
- l'implantation des zones de stockage, de matériels et matériaux,
- l'organisation de la circulation pour desservir ces installations de chantiers,
- les ateliers de maintenance des matériels,
- les bureaux des entreprises,
- les structures d'accueil des salariés,
- le local pour le laboratoire (VRD)
- l'organisation de la circulation à l'intérieur d'installation de chantier.

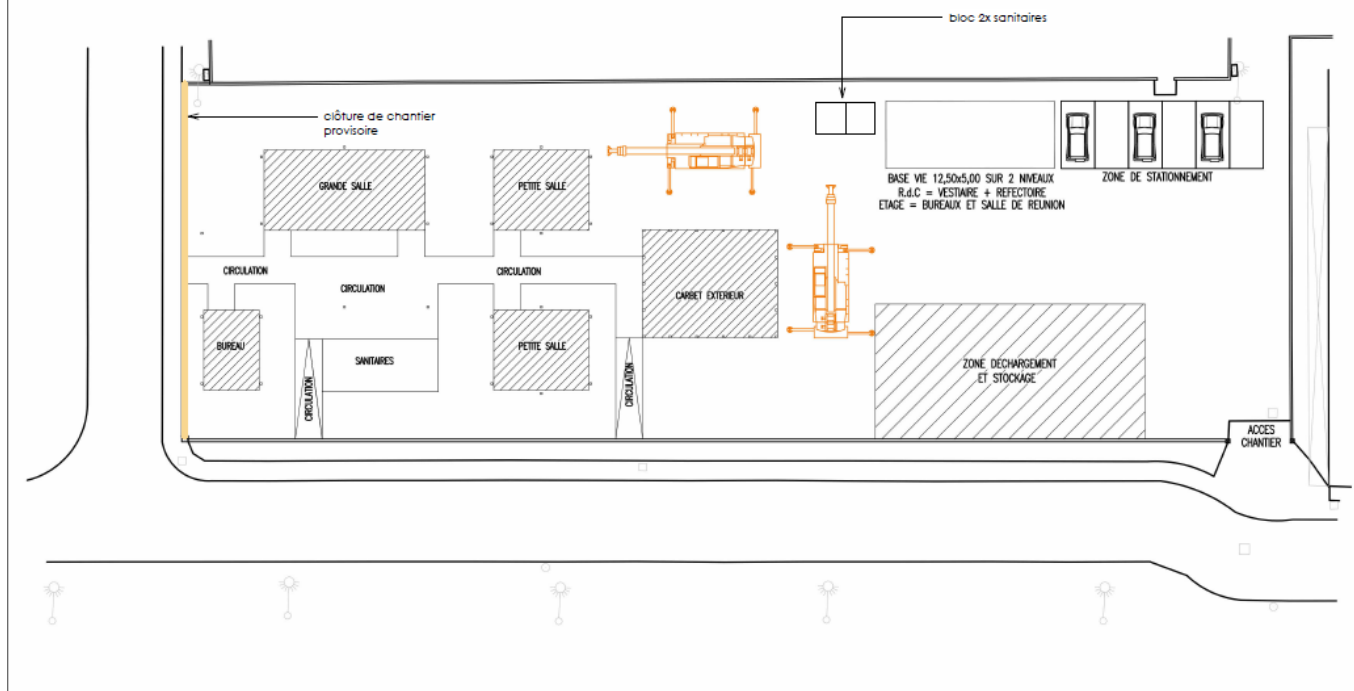
Les blocs réfectoires seront munis de l'équipement nécessaire à la conservation et au réchauffement des plats ainsi qu'au lavage de la vaisselle. L'ensemble des installations devra être nettoyé quotidiennement. Des extincteurs adaptés seront mis en place (et vérifiés périodiquement) en nombre suffisant dans chaque installation. Les dimensions et équipements des installations seront déterminés en fonction des besoins réels des entreprises :

Vestiaires (hommes et femmes)	0,8 m2/ salarié
Réfectoires	1,5 m2/ salarié
WC (hommes et femmes)	1 pour 20 salariés
Urinoirs	1 pour 20 salariés
Lavabos	1 pour 5 salariés
Douches (hommes et femmes)	1 pour 10 salariés*

Plan D'installation de chantier proposé pour cette opération

## INSTALLATION DE CHANTIER

1/250



## 410 - REPERAGE plan installation de chantier

Phase: PRO/DCE ind B

Ech.: e

Date: 04/2025

CREPS : Ensemble de bâtiments de bureaux et formation



Installations	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
<b>Vestiaire</b>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Éclairé</li> <li>Sol et parois facilement nettoyables</li> <li>Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>Maintenu en état constant de propreté</li> <li>Installations séparées si personnel mixte</li> <li>Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage</li> </ul> <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sièges en nombre suffisant</li> <li>Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>Ininflammables</li> <li>À double compartiment</li> <li>Munies de serrure ou cadenas</li> </ul> </li> </ul>
<b>Lavabos</b>	<p>Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 lavabo pour 10 travailleurs</li> <li>Eau potable</li> <li>Température réglable</li> <li>Moyens de nettoyage</li> <li>Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.</li> </ul>

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

## PGCSPS Catégorie 2

REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES -

N° du Dossier : 2024054

<b>Douches</b>	Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.
<b>Eau pour la boisson</b>	Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la Boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)
<b>Cabinets d'aisance, Urinoirs</b>	Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés</li> <li>• Chasse d'eau</li> <li>• Éclairage</li> <li>• Sols et parois imperméables et facilement nettoyables</li> <li>• Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur</li> <li>• Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires</li> <li>• Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>• 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau</li> <li>• Papier hygiénique</li> <li>• Installations séparées en cas de personnel mixte</li> </ul>

Installations	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois	
<b>Réfectoire</b>	<p><b>Si moins de 25 travailleurs</b> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tables et chaises</li> <li>• Réchaud</li> <li>• Garde-manger</li> <li>• Réfrigérateur si possible</li> <li>• Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p><b>Si 25 travailleurs au moins</b> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tables et chaises en nombre suffisant</li> <li>• Réchaud</li> <li>• Réfrigérateur</li> <li>• 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers</li> <li>• Nettoyage du local et des équipements après chaque repas</li> </ul>	
<b>Premiers secours</b>	<b>Boîte de secours</b>	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail ( <b>articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail</b> ).
	<b>Secouristes</b>	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence ( <b>article R4224-15 du code du travail</b> ).

### C) Armoire sécurité sur chantier

Dans l'armoire chantier on pourra trouver :

Dans une chemise :

- La déclaration d'ouverture du chantier
- Une copie du PGC

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

- Les copies des PPSPS
- Copie de la déclaration préalable
- « Le registre d'observation » doit être mis à disposition des travailleurs, des organismes de contrôle qui pourraient formuler les observations et les mises en demeure éventuelles.

**Obligation des entreprises :**

- Livret d'accueil d'un nouveau salarié ou intérimaire
- Rapport de vérification (de conformité) de tous les engins
- Autorisation de conduite par l'employeur ou et CACES
- Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours complète avec une liste de son contenu et la date de renouvellement des produits
- Dans le PPSPS, il doit être mentionné la situation de cette trousse sur le chantier.
- Chaque entreprise doit posséder un moyen de lutte contre l'incendie. Sur chaque extincteur, on pourra trouver la date d'achat, la date du dernier contrôle, la nature de l'extincteur.

**Affiché :**

- Le planning des opérations
- Les horaires de travail
- Les numéros en cas d'urgence
- Le Plan des installations de chantier
- Liste de tous les interlocuteurs (maître d'ouvrage, maître d'œuvre etc...)
- La liste des Entreprises
- La liste des personnes autorisées à accéder au chantier en mentionnant le ou les secouristes et la personne qui possède le téléphone portable.

**A disposition des visiteurs :**

- Un casque de chantier
- Une protection anti-bruit.
- Logistique

**D) Travail de nuit**

---

L'entrepreneur n'est pas autorisé à travailler la nuit.

**E) Gardiennage**

---

Il n'a pas de gardiennage prévu car le site est sécurisé.

**F) Milieu dans lequel se déroule l'opération**

---

- **Contraintes liées au milieu**
  - Opération est situé dans un complexe sportif à proximité de l'Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes.
  - Le plan d'exposition au bruit place le site du CREPS en zone B « bruit fort »
- **Accès, Horaires, Servitudes, ...**

- L'accès par entrée du site



- **Réseaux**

- Enterrés : Sans objet
- Aériens : Sans objet

- **Déconstruction, Démolition, Diagnostic**

- Démolition des sanitaires existant

Diagnostics amiante N° 041224.7143 réalisé par la société ALIZE dont les conclusions sont :

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

- **Environnement du chantier**

- Bâtiments : complexe sportif à proximité
- Autres chantiers : aucun
- Conditions climatiques :
  - Saison cyclonique de juin à novembre

- **Nature des sols**

- Pollution : sans objet
- Étude des sols :

G2-PRO n° A2024/219 ind1 du 22/04/2025 dont les conclusions sont les suivantes pour :



## 4.2.2 Conditions de terrassements

### Traficabilité

Compte tenu de la présence de terrains sensibles à l'eau, la réalisation des travaux devra s'effectuer dans des conditions météorologiques favorables. Dans le cas contraire, le site pourra s'avérer impraticable et nécessitera la mise en place d'une piste de chantier en matériaux insensibles à l'eau.

La traficabilité sur les voiries existantes sera bonne.

### Extraction

Les terrassements dans les terrains en place pourront se faire avec des engins de moyenne puissance de type tractopelle.

La démolition du bâtiment existant et de tous les éléments enterrés nécessitera l'usage de moyens adaptés de forte puissance.

### Stabilité des fouilles

La stabilité des fouilles devrait être bonne à court terme en l'absence de venue d'eau. Les travaux devront cependant être réalisés rapidement afin de limiter la durée d'ouverture des fouilles.

Un blindage provisoire reste obligatoire pour toute fouille réalisée à plus de 1,3 m de profondeur.

## 4.2.3 Drainage

### Phase provisoire

D'après nos observations, les terrains du site devraient être secs. En effet, aucun niveau de nappe n'a été relevé au droit de nos sondages, jusqu'à au moins 9,5 m/TN.

Les terrassements ne recouperont pas le niveau de nappe.

Des circulations d'eau dans les terrains superficiels ne sont cependant pas à exclure par temps pluvieux. Les travaux seront donc réalisés par temps sec.

### Phase définitive

**La gestion des eaux de surface sera primordiale afin de garantir la pérennité des ouvrages et la bonne stabilité des terrains.**

Les eaux pluviales provenant de l'amont du site devront être recueillies par des tranchées drainantes ou des fossés et être évacuées du site vers un exutoire adapté pouvant les contenir. Il en va de même pour l'ensemble des eaux collectées.

Il conviendra de réaliser les pentes et contre-pentes nécessaires afin d'éviter les apports d'eau au niveau des zones de construction.

**Dispositions particulières vis-à-vis du retrait-gonflement**

Une distance de sécurité devra être maintenue entre les arbres et tout bâtiment. Cette distance correspond à une fois la taille de l'arbre à l'âge adulte. Elle pourra être réduite en cas de pose d'un écran anti-racinaire.

Cette disposition permettra de limiter les variations de teneur en eau dans les sols situés autour des ouvrages et par conséquent les effets des phénomènes de retrait-gonflement des argiles.

**4.3 Pentes et talus****Talus en déblais**

En phase provisoire, les pentes des talus en déblais seront limitées à :

- 3 de base pour 2 de hauteur (33°) dans les remblais ;
- 1 de base pour 1 de hauteur (45°) dans les argiles.

Selon les éléments fournis, le projet ne prévoit pas de talus en déblais définitif.

Les terrassements n'atteindront pas le substratum calcaire.

**Talus en remblais**

D'après les éléments fournis, la mise en œuvre de remblais se limite uniquement au simple reprofilage du terrain.

Les pentes des talus en remblais seront limitées à 3 de base pour 2 de hauteur (33°) pour des matériaux compactés et mis en œuvre sur un fond de fouille horizontal.

La mise en œuvre des remblais et des couches de forme devra se faire selon les préconisations du « Guide des terrassements des remblais et des couches de forme » de mai 2023. Les conditions de réalisation des remblais dépendent principalement de la nature des matériaux à mettre en œuvre et des conditions météorologiques au moment des travaux.

**Dispositions générales**

Les pentes et hauteurs des talus données précédemment sont valables pour des terrains secs et en l'absence de surcharge en crête de talus.

La hauteur des talus sera limitée à 1,0 m.

Des bâches seront mises en place sur les talus provisoires afin de les protéger des eaux pluviales.

## G) Organisation du chantier

<b>Installation de chantier</b>	Réalisé par	Entretenu par
<p><b>Plan d'installation de chantier</b> établi pendant la période de préparation comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les accès et la signalisation extérieure au chantier.</li> <li>- Les voies de chantier avec les sens de circulation.</li> <li>- L'implantation des clôtures, portails et portillons.</li> <li>- Les zones et délimitation de la base vie.</li> <li>- Les zones et aires de stockage.</li> <li>- Les installations électriques du chantier.</li> <li>- L'implantation des bureaux de chantier (maître d'ouvrage, maître d'oeuvre, organisme de coordination et de sécurité, salles de réunions, salle d'échantillons,...)</li> </ul> <p>Ces plans sont évolutifs en fonction de l'avancement des travaux et feront l'objet de mises à jour et de diffusion.</p>	Lot 01	
<p><b>L'emplacement de la base vie</b> Emplacement de la base vie sur l'emprise du chantier</p>	Lot 01	Entreprise
<b>Branchements et réseaux de chantier:</b>	Réalisé par	Entretenu par
<p><b>Electricité</b> . Branchement général électrique du chantier à partir du réseau existant avec coffret de comptage et armoire principale de répartition, protection et mise à la terre et dispositif différentiel 30 MA. Les installations électriques devront faire l'objet d'un contrôle. Répartition au compte prorata.</p>	Lot 01	
<p><b>Eau potable</b> . Branchement général provisoire à partir du réseau existant, compris robinet d'arrêt, compteur divisionnaire et départs pour le réseau de distribution intérieure. . Maintenance . Abonnement . Consommation Répartition au compte prorata.</p>	Lot 01	
<p><b>Egout</b> La base vie sera raccordée à un système de traitement des eaux usées</p>	Lot 01	
<p><b>Clôtures, Accès, Protections des tiers</b> Le chantier et la base vie devront être impérativement clos afin de supprimer toute interférence avec le public.</p>	Lot 01	
<p><b>Clôture de chantier y compris base de vie</b> La clôture générale extérieure du chantier devra être mise en place avant le début des travaux. Elle restera pendant tout le reste du chantier et sera adaptée en fonction de la nécessité du chantier. Cette clôture de chantier de type VITE CLOS en panneaux de treillis soudé sur poteaux tubulaires métalliques, finition galvanisées maintenus en sols par des plots béton antidéversement compris portail d'accès. Les poteaux seront liaisonnés par boulonnage ou par tout autre moyen évitant le renversement et les intrusions intempestives.</p>	Lot 01	

## PGCSPS Catégorie 2

REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES -

N° du Dossier : 2024054

<p>Un brise-vue sera nécessaire afin de limiter la propagation de poussière sur la voirie Les portails devront être fermés tous les soirs (serrure, cadenas). . Maintenance des clôtures dans un bon état de fonctionnement pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la fin du chantier. . Dépose en fin de chantier et remise en état éventuel des lieux de mise en place . Les éléments de clôture devront être liaisonnés mécaniquement par des pièces d'assemblage.</p>		
<p><b>Contrôle d'accès du chantier</b> Toutes les entreprises pénétrant sur le chantier doivent être identifiables facilement- Gilets, teeshirts, casques, carte OPPBTP etc. . L'ensemble des personnes amenées à circuler sur le chantier portera sur son casque sa carte BTP (carte d'identification Professionnel). . Ce badge mentionnera la dénomination de l'Entreprise et le nom du porteur. . Chaque Entreprise devra afficher la liste du personnel présent sur le chantier dans le bureau de réunions et l'actualiser quotidiennement. . Tout défaut d'identification ou d'affichage de la liste du personnel pourra entraîner l'interdiction d'accès au chantier. Ceci sera étendu aux sous-traitants susceptibles d'intervenir sur le site avec mention de l'Entreprise mandataire pour laquelle elle intervient, et aux personnels intérimaires. Les secouristes sauveteurs du travail seront également identifiables Présence de gardiens sur le site.</p>	Ensemble des entreprises	
<p><b>Cheminement piéton extérieur</b> Une déviation de la circulation piétonne sera mise en place afin de garantir la sécurité des utilisateurs (si nécessaire)</p>	Lot 01	
<p><b>Bureaux</b> Un bureau de réunions sera mis en place équipé comme suit : - tables, bancs ou chaises permettant de recevoir 15 personnes simultanément, - un meuble de rangement (plans, tél. pièces écrites) - des tableaux d'affichage, - une connexion internet - éclairage et climatisation - ventilation naturelle ou climatisation</p>	Lot 01	Lot 01
<p><b>Exploitation, nettoyage.</b> . Le nettoyage du chantier et de la base vie sera fait quotidiennement</p>	Lot 01	
<p><b>Connexion internet</b> Demande de branchement et fourniture de l'appareil. Consommations.</p>	Lot 01	
<p><b>Panneau de Chantier</b> . L'entreprise du lot 01 devra se reporter à la charte de communication du MOA pour l'élaboration du panneau de chantier. . Mise en place. . Maintenance. . Dépose et enlèvement. Le panneau devra comporter les noms de l'ensemble des entreprises et des sous-</p>	Lot 01	

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

traitants devant intervenir sur le site, et sera actualisé dès connaissance de nouveaux intervenants.	
<b><u>Affichage des consignes de sécurité</u></b> . Mise en place pendant la période de préparation des panneaux « Port du casque obligatoire » et « Chantier interdit au public » à proximité des accès personnel et chantier, et sur l'ensemble du linéaire clôture. . Tableau informatif d'appel à afficher près du téléphone (annexe du PGCSPS)	Entreprise titulaire
<b><u>Information au personnel</u></b> L'Entreprise du lot 01 devra mettre en place un panneau d'affichage destiné à porter à la connaissance des compagnons TCE des notes de services, PV, observations ponctuelles liées à la vie du chantier.	Entreprise titulaire
<b><u>Protection feu</u></b>	
<b><u>Protection feu de la zone vie</u></b> Des extincteurs seront mis en place en nombre suffisant par l'entreprise du lot 01 et contrôlés périodiquement. Signalisation par plaque fond rouge, lettres blanches : EXTINCTEUR, sous boîtiers de protection aux intempéries. Notice d'utilisation à afficher suivant les différents types de feux pouvant survenir, soit mise en place d'éléments mixtes un sur deux.	Entreprise titulaire
<b><u>Protection feu de chantier</u></b> Mise en place des extincteurs dito zone vie par niveau pour la durée de leur intervention pour les Entreprises travaillant par points chauds.	Entreprise concerné
<b><u>Nettoyage du chantier</u></b> A la charge de chaque entreprise pour les postes de travail relatifs à chacune d'entre elles. L'entreprise principale ou mandataire devra mettre en place des bennes en rotation suffisante permettant le tri des déchets de chantier. Il est demandé aux entreprises de veiller particulièrement à la propreté du site. Un nettoyage journalier au niveau de chaque poste de travail s'impose afin de laisser les lieux vides de tous gravois ou autres déchets. Pendant les nettoyages, chaque entreprise veillera à éviter au maximum les poussières.	Ensemble des entreprises

## CHAPITRE III - MESURES DE COORDINATION

## A) Préambule

Les mesures de coordination ne sont en aucun cas exhaustives. Dans le cadre d'une harmonisation elles peuvent être complétées et modifiées.

L'ensemble des mesures de coordination inscrites dans ce Plan Général de Coordination doivent être mises en œuvre par les entreprises concernées

L'ensemble de ces mesures de coordination ne se substituent aux obligations des entreprises

## B) Généralités

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Accès au chantier par le domaine public	Toutes les entreprises devront respecter ; <ul style="list-style-type: none"> <li>Le code de la route</li> <li>Les déviations éventuelles</li> <li>Les accès au site</li> </ul>
Accès au chantier	Toutes les entreprises pénétrant sur le chantier doivent être identifiables facilement- Gilets, teeshirts, casques, carte OPPBTP etc. Les secouristes sauveteurs du travail seront également identifiables
Installations de chantier	Chaque entreprise devra indiquer au lot 01 en charge du plan d'installation de chantier qui a la charge de la mise en place des installations de chantier ses besoins en termes de stockages. Les zones de stockages seront clairement identifiées. Ils posséderont un moyen de lutte contre l'incendie. Les matériaux seront stockés de manière stable. Leurs emplacements devront être matérialisés et soignés afin de ne pas causer un danger pour les travailleurs.
Sorties de chantier	Aucune surcharge des camions Arrosage ou bâchage des camions si nécessaire Aucun support de corps étrangers ou de boues n'est autorisé sur la chaussée à proximité du chantier ou sur toutes autres voiries empruntées
Inspection communes	Chaque entreprise devra réaliser avec le coordonnateur en réalisation une inspection commune avant toute intervention sur l'opération. Il lui sera demandé de venir avec un PPSPS indice 0 spécifique à l'opération en cours afin de pouvoir réaliser une analyse du PPSPS -voir les risques exportés et dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS, les risques importés. L'entreprise devra également fournir au coordonnateur SPS les effectifs en pointe, la durée des travaux par tâches ainsi que la présence ou pas des ouvriers ayant la qualification secouriste. En fonction du planning de l'opération des dispositifs peuvent être demandés aux entreprises en coactivité

Circulation horizontale	<p>Un schéma d'installation de chantier devra être réalisé. Celui-ci comportera un sens de circulation dédié aux véhicules et aux piétons. Toutes les entreprises doivent se conformer scrupuleusement aux prescriptions réglementaires définie sur cette opération.</p> <p><b>Allure de circulation des véhicules :</b> Vitesse maximale 15k/h dans l'emprise du chantier ou au pas devant le personnel de chantier ou au pas devant le personnel de chantier et dans une zone d'évaluation des engins.</p> <p><b>Manœuvre sur le chantier :</b> Tous les véhicules qui doivent faire une manœuvre sur le chantier doit être équipée d'un klaxon de recul et optiques et doit être accompagné d'un chef de manœuvre.</p> <p><b>Véhicules et engins :</b> La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque conducteur devra être en possession de l'autorisation de conduite établie par son employeur. Depuis le 2 décembre 1998 chaque conducteur doit être en possession d'un CACES (Certificat d'Aptitude à la conduite d'Engin en Sécurité) établi par un organisme de formation agréé</p> <p><b>Approvisionnement du chantier :</b> Toutes les entreprises devront transmettre à leur fournisseur et transporteur, un plan d'accès au chantier ainsi qu'aux différentes zones de stockages ou de livraisons.</p> <p><b>Aires de stockages et de stationnement :</b> Les aires de stockages définies au plan d'installation de chantier devront être scrupuleusement respectées.</p> <p><b>Balisages :</b> Pour les travaux qui se trouveraient sur une zone de passage (piétons, ou véhicules) mettre en place un dispositif efficace de protection.</p> <p><b>Accès :</b> Tous les accès doivent rester libres de tous encombrements.</p>
Circulation verticale	<p><b>Poste de travail en élévation</b> Tout accès au poste de travail en élévation se réalisera à l'aide de moyens sécurisés (nacelles, PIR, tour d'accès, escaliers, sapines etc...)</p> <p><b>Superposition de tâches</b> La superposition et la juxtaposition de tâches est interdite. Tout moyen devra être mis en œuvre (balisage, décalage de la tâche, etc...)</p>
Coactivité	<p>Afin de gérer la coactivité, le coordonnateur SPS réalisera avec chaque entreprise une visite d'inspection commune qui générera un compte rendu et qui sera introduit aux extraits du registre journal. Les coactivités simultanées ou successives seront alors gérées en corrélation avec l'OPC et la maîtrise d'œuvre.</p>

### C) Risques majeurs liés aux coactivités simultanées ou successives

Risques	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Circulation des véhicules sur chantier	Respect du balisage et de la signalisation propre au chantier
Réseaux aériens	Respect des distances de sécurité
Travaux en hauteur	Ne pas enlever les protections collectives

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €



<b>Chutes de matériaux ou d'objets</b>	Superposition de tâches interdite
<b>Risques électriques</b>	Le personnel doit être habilité Mise en place et respect des mesures de consignations. Informations et affichages Vérification et consignation avant interventions.
<b>Incendie et brûlures</b>	Permis de feu obligatoire Extincteurs obligatoires sur postes de travail Matériel de premier secours.

**D) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levages sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles**

<b>Tâches</b>	<b>Mesures de coordinations pour toutes les entreprises</b>
<b>Manutentions manuelles</b>	<p>Chaque entreprise doit limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. La mécanisation est un moyen nécessaire pour la manutention horizontale Cela commence par :</p> <p><b>La logistique de chantier et notamment ce qui doit être approvisionné :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'où vient l'approvisionnement</li> <li>• Comment va être effectué l'approvisionnement</li> <li>• A quel moment</li> <li>• Les contraintes de réception</li> <li>• Comment va être distribué l'approvisionnement</li> <li>• Quels sont les déchets provenant de l'approvisionnement</li> <li>• La prévention des TMS (Troubles Musculosquelettiques)</li> </ul> <p>Lorsqu'il ne sera pas possible d'éviter totalement la manutention manuelle, des aides mécaniques telles que des transpalettes, chariots, automoteurs... seront mis à la disposition du personnel pour</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Décharger les véhicules</li> <li>• Organiser le stockage</li> <li>• Déplacer les outils, matériaux, équipements de travail</li> <li>• Approvisionner les étages.</li> </ul> <p>Lorsque le recours à la manutention ne peut être évité, la charge maximale à manutentionner d'une façon habituelle, ne peut être supérieure à 55 kg pour l'homme. Les opérations de manutentions prévisibles devront être mentionnées au PPSPS Les entreprises pourront se reporter à la fiche de l'OPPBTP Mémo pratique AM 01 95 « Les manutentions manuelles »</p> <p>Tous dispositifs de manutentions non prévus au PPSPS ou éventuellement dans le PGC feront l'objet d'une demande auprès du coordonnateur SPS par l'entreprise avant la mise en service de l'engin (avec détails des fixations, des charges, des efforts possibles, des conditions d'emploi, désignation du responsable de l'engin sur le site.</p>

<b>Levage</b>	<p>L'utilisation d'une grue fixe ou mobile sur le chantier implique une attention particulière et notamment sur la superposition de tâches. Personne ne doit se trouver sous la charge.</p> <p>Avant le démarrage de toute opération de grutage, l'entreprise utilisatrice nommera un chef de manœuvre au sol qui assistera le grutier.</p> <p>Le registre des élingues doit être également présent sur le chantier. Une vérification à chaque levage sera demandée.</p> <p>La mise en place girouette de la grue doit être réalisée dès que les voyants s'allument ou que l'anémomètre indique que le vent dépasse 72km/h, la grue doit être libre de tout encombrement.</p> <p>S'assurer de la stabilité des engins de levages.</p> <p>Interdiction d'accéder dans la zone d'évolution de la grue et interdiction de survol de charges sur les personnels et autres habilitations.</p>
<b>Appareils et accessoires de levages</b>	<p>En application du décret n° 47-1952 du 23 août 1947 et de l'arrêté du 9 juin 1993, les appareils de levages doivent être vérifiés avant toute démontage et remontage, puis selon une périodicité annuelle.</p> <p>Dans le cas d'un appareil de levage mobile ou affecté à l'élévation de personnel, cette vérification doit avoir lieu au moins tous les 6 mois</p> <p>Les engins de levages mobiles en particulier, ne peuvent être utilisés au-delà de la charge maximale d'utilisation, correspondant à la charge utilisée pour les essais lors de la dernière vérification périodique.</p> <p>Les accessoires de levages doivent également être vérifiés au moins tous les ans</p>
<b>Moyens de levages</b>	<p>Les engins de levage doivent faire l'objet de vérifications réglementaires, le registre de sécurité devra être tenu à jour et présentés à la demande des organismes de prévention et du Coordonnateur sécurité, en particulier au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 juin 1993).</p> <p><b>Il est rappelé que :</b></p> <p>Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état, et que les rapports de visite doivent être fournis.</p> <p>La mise à disposition des appareils de levage aux autres corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable auprès de l'entrepreneur principal, et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au conducteur habituel.</p> <p>Tous les appareils de levage nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par l'entreprise et agréée par l'entrepreneur titulaire du lot principal.</p>

**E) Délimitation et l'aménagement des zones de stockages et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.**

<b>Tâches</b>	<b>Mesures de coordinations de toutes les entreprises</b>
<b>Réseaux</b>	<p>Lors des travaux de modification du réseau d'assainissement ou de modifications ponctuelles, l'entreprise peut être amenée à découvrir des canalisations en amiante ciment.</p> <p>Dans ce cas, l'entreprise appliquera les recommandations de la CNAM du 5 novembre 1996 « Travaux sur des canalisations enterrées en amiante ciment »</p> <p>Les emballages ayant contenu des substances ou préparations dangereuses ainsi que des résidus de ces produits seront évacués quotidiennement par l'entrepreneur qui les utilise, lequel reste responsable en tant que producteur du déchet, de leurs éliminations dans des conditions satisfaisant la réglementation en vigueur (plan de retrait)</p> <p>Faire les DICT</p> <p>Matérialiser les canalisations en surface- (Marquage au sol)</p>

Décombres et déblais	<p>Chaque entrepreneur procède à ses frais à l'enlèvement et au transport aux décharges publiques des décombres et déblais en excédants résultants de l'exécution de ses travaux. Les déchets provenant des interventions sur canalisations en amiante ciment seront évacués conformément à l'article 2.10 de la recommandation CNAM vers une décharge de classe 1 ou 2 suivant la nature des déchets</p>
Produits dangereux	<p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion</p> <p>.Les substances et préparations dangereuses rencontrées fréquemment sur les chantiers peuvent être des lubrifiants, carburants, produits de traitement des bois, acides, solvants, peintures, colles, produits de scellement ou d'étanchéité, bitumes, goudrons, résines, détergents, etc..</p> <p>.Les fabricants, importateurs et distributeurs de produits chimiques sont tenus d'adresser aux utilisateurs les fiches de données de sécurité des produits vendus : tout entrepreneur utilisant ce type de produit (symbole de danger sur le fond orange) doit annexer la fiche correspondante à son PPSPS.</p> <p>Les substances et préparations dangereuses au sens de l'article R 4411-72 du code du travail (explosives, combustibles, inflammables à divers degrés, toxiques à divers degrés, corrosives à divers degrés, cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, dangereuses pour l'environnement) ne seront en aucun cas stockées directement sur le lieu d'utilisation. Les quantités correspondant au plus à une journée d'utilisation seront seules admises au stockage dans l'enceinte du chantier.</p> <p>Les lieux et conditions de stockage pouvant résulter de la nature et des propriétés des produits en question seront arrêtés par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur, les charges éventuellement afférentes étant supportées par l'entrepreneur concerné.</p> <p>Les lieux de stockage seront éloignés du bâtiment à construire ainsi que des aires de circulation du personnel ou des engins, dont ils seront physiquement séparés, leur ventilation, naturelle ou assistée, devra s'opposer efficacement à toute accumulation du gaz ou de vapeurs. Un balisage et une signalisation de sécurité correspondant aux risques identifiés seront dans tous les cas mis en place par l'entrepreneur concerné.</p> <p>Aucune pollution pouvant nuire à l'environnement ne sera tolérée (hydrocarbures, huiles, peintures, solvants, feux d'isolants ou de produits d'étanchéité).</p> <p>Tout feu est strictement interdit sur le chantier (que ce soit sur le chantier lui-même ou en zone vie) en raison des risques d'incendie des matériaux utilisés sur le chantier.</p> <p><b>Tout stockage sur le domaine public est interdit sauf autorisation préalable des services concernés et sous réserve de la protection de ces stockages.</b></p>
Stockages	<p>Réserver une surface importante pour diminuer les hauteurs de stockage, prévoir des allées de circulation et des accès pour la prise d'échantillon.</p> <p>Les solides pouvant contenir des fines volatiles devront être protégés des risques de mise en suspension par le vent.</p> <p>Les solides pulvérulents seront obligatoirement stockés au sec à l'abri des intempéries ou en silos fermés équipés de dispositif de remplissage et de colonne de dégazage. Ces silos seront également équipés de filtres de récupération des fines susceptibles de partir dans l'atmosphère lors des opérations de remplissage (type cyclone).</p>

## F) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
<b>Gardes corps</b>	Les abords des postes de travail devront comporter des gardes corps conformes à la réglementation.
<b>Echafaudages roulants</b>	Les échafaudages roulants devront être montés par une personne qualifiée. Il doit être complet et s'il doit être partagé, un PV sera réalisé entre les entreprises
<b>Plateformes de travail passerelles</b>	Toutes les plateformes de travail ou passerelles qui seront mises à disposition de l'ensemble des travailleurs devront faire l'objet d'un mode opératoire de pose et d'entretien.
<b>Harnais</b>	Dans l'hypothèse où aucun moyen de protections collectives ne soit possible, le travailleur qui est exposé au risque de chutes de hauteur sera doté d'un système anti chutes ou de longes et absorbeur d'énergie et points d'encrages ou lignes de vies
<b>Distribution électrique</b>	Tous les matériels électriques devront être en bon état. Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme la réglementation en vigueur.  <div> <div> Rallonges Enrouleurs Prises Baladeuses Phare halogène </div> <div> Type H 07 RNF Catégorie B NCF 61.720 Protection IP 447 incassable NFC 71.008 NNF avec grille de protection. </div> </div>
<b>Eclairage du chantier</b>	Il ne devra pas y avoir de zone d'ombre au niveau des circulations. Chaque poste de travail devra être éclairé.

## G) Risques et mesures préconisées ou expression de la règle

### Préambule

La définition d'un risque est la combinaison de la probabilité qu'un dommage survienne et de la gravité de ces conséquences.

Le risque est élevé si l'accident ou la maladie a une forte probabilité de se produire ou si leurs conséquences sont graves.

Il existe donc plusieurs familles de risques et de mesures de préventions.

- Risques de chutes de pleins pieds
- Risques de chutes de hauteur et d'ensevelissement
- Risques liés aux circulations internes
- Risque à la charge physique de travail
- Risques liés à la manutention mécanique
- Risques liés aux équipements de travail
- Risques liés aux effondrements et aux chutes d'objets
- Risques et nuisances liés aux bruits
- Risques liés aux ambiances thermiques
- Risques liés à l'électricité
- Risques liés à l'éclairage

## PGCSPS Catégorie 2

REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES -

N° du Dossier : 2024054

### Lot 01 – Gros Œuvre / Démolition / VRD

Un effort particulier doit être porté sur les déblais, les déchets de chantier ainsi que sur leur stockage (un peu partout) et qui doivent être évacués dans les meilleurs délais.

- Terrassements pour fondations, canalisations...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Liés à l'évolution des engins</li> <li>- Liés à la présence de réseaux existants</li> <li>- Liés à la présence d'eau dans le terrain</li> <li>- Liés à l'instabilité du terrain</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Engins conformes à la norme NFE 58050 et suivantes et à jour de leur vérification périodiques</li> <li>- Conducteur d'engins munis de leur CACES et d'une autorisation de conduite</li> <li>- Respect du plan de circulation</li> <li>- Circulation des engins sur des plateformes stables</li> <li>- Entretien permanent des accès et circulations</li> <li>- Balisage des zones d'évolution</li> <li>- Chef de manœuvre</li> <li>- Repérage, balisage, protection et information du personnel</li> <li>- Pompes, blindages des fouilles, talutage adapté</li> <li>- Si hauteur &gt;1,30m et si largeur &lt; aux 2/3 de la hauteur, talutage ou blindage des fouilles</li> </ul>
- Manutention des coffrages de banches, de tables,.....	- Liés à la pose, et à la chute d'éléments	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dispositifs d'élingages adaptés (palonnier d'équilibrage si nécessaire)</li> <li>- Dispositif de stabilisation et réglage des banches lors du stockage ou de leur mise en place</li> <li>- Guidage des éléments de coffrage (à l'aide d'une corde)</li> <li>- Guidage du grutier</li> <li>- Pas de manutention de banches par grand vent</li> </ul>
- Mise en place de coffrages	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chute de personnel</li> <li>- Chute d'éléments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les coffrages doivent être équipés de plateformes de travail protégées en bordure de garde-corps réglementaires y compris à ses extrémités</li> <li>- Etais justifiés par calculs</li> <li>- Respect des conditions d'appuis</li> </ul>
- Ferrailage	- Risques de blessures profondes par les aciers en attente	- Aciers recourbés ou mise en place de protections
- Mise en place des bétons	- Liés au poste de travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement des accès aux postes de travail</li> <li>- Passerelles de travail protégées</li> <li>- Eviter les balancements de bennes, ne pas travailler par grand vent- Adaptation des moyens de coulage (bennes, pompage)</li> </ul>

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

## PGCSPS Catégorie 2

REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES -

N° du Dossier : 2024054

		- Tenir compte des surcharges ponctuelles engendrées par les déchargements surabondants des bétons sur les coffrages
- Plancher haut, escaliers, trémies	- Liés à leur mise en place et à la circulation du personnel	- Mise en place de garde-corps en périphérie des planchers, protections des trémies par couverture provisoire
- Maçonneries et enduits	- Liés à la pose, chute de personnel et matériaux	- Hauteur limitée à 7 tas de parpaings par jour - Balisage des murs fraîchement maçonnés - Utilisation d'échafaudages conformes posés sur des sols plans et stables
Démolition de dalles et voiles existants en béton armé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chute de personne de plain-pied lors du déplacement sur le chantier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baliser ou protéger par des garde-corps des ouvertures au sol (trémie, etc...)</li> <li>• Interdiction stricte de dépôt de matériel et de matériaux sur ces chemins d'accès.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chutes de matériaux, écoulement</li> <li>• Blessures corporelles à proximité de ces démolitions si site voisin encore en exploitation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation du moyen de levage adéquat par rapport à la charge, son poids, sa longueur, les caractéristiques physiques.</li> <li>• Définir des zones sur le chantier, baliser les zones en cours de démolition avec affichage. Placer des écrans de protection efficaces recouvrant la totalité de la hauteur sol-plafond.</li> <li>• Etudier les zones de stockage des éléments démontés afin de ne pas déformer les planchers existants.</li> </ul>
Démolition maçonnerie :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chute de personne avec dénivellation lors de travaux de démontage en hauteur</li> <li>• Dégagement de poussières lors des démolitions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation d'une nacelle sur véhicule automoteur avec protections latérales rabattables ou un petit échafaudage roulant.</li> <li>• Limiter l'émission de poussières (moyens d'exécution, protection au moyen de bâches, aspirateur intégré avec les machines...).</li> <li>• Port de protection individuelle : masque et gant par tous les ouvriers sur chantier</li> </ul>

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

## PGCSPS Catégorie 2

REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES -

N° du Dossier : 2024054

		qui vont devoir faire des travaux de démolition.
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Contact avec marteau, burin, éclat de pierre,...</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Port de protection individuelle (chaussures de sécurité, lunettes, gants et masque) par tous les ouvriers sur chantier et par toutes personnes se rendant sur le chantier.</li></ul>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Blessures sur des matériaux pointus</li><li>• Ecoulement de maçonnerie</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Enlèvement systématique des objets pointus ou mise en place d'une signalisation et d'un balisage à leur attention</li><li>• Désignation d'une personne chargée de nettoyer et mettre les zones en sécurité.</li><li>• Etançonner et placer une poutrelle sous la maçonnerie surmontant la nouvelle ouverture dans la maçonnerie existante.</li><li>• Zone de sécurité balisée tout autour de la zone à démolir.</li></ul>

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €



## Lot 02 – Charpente - Couverture

Mise en place de charpente

- Liés à la pose

- Information du personnel sur les charges à lever

- Adaptation des moyens de manutention et d'élingages

- Conducteurs d'engins munis de leur certification (CACES)

- Chef de manoeuvre

- Balisage de la zone d'évolution des engins

- Pas de manutention par grand vent

- Chute de personnes

- Utilisation de harnais, longes et stop-chute fixés sur des points d'ancrages ayant tous les critères de résistance, ou de filets ou de garde-corps

- Pas de travail par grand vent

- Balisage des zones de travail, interdire la circulation sous les charges

- Chute d'objets de matériaux ou de matériel

- Mise en place de filet

- Information du personnel, pas de circulation sous les charges

- Tous les éléments posés devront avoir tous les critères de stabilité définitive

--	--	--

## H) Les règles qui sauvent – Engagement des entreprises

### Installations fixes base vie :

Mise en place des baraques + blocs sanitaires.

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emplacement pouvant gêner l'avancement du chantier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A installer sur une zone approuvée par le Maître d'ouvrage</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque d'hygiène</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Placer un nombre suffisant de WC et à des emplacements stratégiques suivant l'avancement du chantier.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de chute d'objet manutentionné lors de la mise en place de baraque à l'aide d'engins de levage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôle périodique par un organisme agréé</li> <li>• Port d'EPI adaptés à la situation de travail</li> </ul>

### Travaux électriques :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Electrocutions, électrification</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une personne réalisant une opération sur un matériel ou une installation électrique doit être <b>formée et habilitée</b> par son employeur</li> <li>• Consigner le réseau électrique en tension:</li> </ul>

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

## PGCSPS Catégorie 2

REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES -

N° du Dossier : 2024054

	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>Séparer</b> l'installation de toute source d'énergie électrique concernée et préalablement identifiée</li> <li>○ <b>Condamner</b> les organes de séparation en position ouverte afin d'interdire toute remise sous tension</li> <li>○ <b>Identifier</b> la partie de l'installation concernée afin d'être certain que les travaux seront bien exécutés sur l'installation prévue</li> <li>○ <b>Vérifier l'absence de tension</b></li> <li>○ <b>Mettre à la terre et en court-circuit</b></li> <li>○ Toute consignation doit être signalée par une pancarte bien visible</li> <li>• Protéger les fils conducteurs du risque d'écrasement en ne les déroulant pas en travers du passage d'un véhicule</li> <li>• Débrancher les appareils en tirant sur la fiche et non sur le fil</li> <li>• Ne jamais bricoler une prise électrique endommagée</li> <li>• Ne jamais laisser une rallonge branchée à une prise sans qu'elle soit reliée à un appareil électrique</li> <li>• Ne jamais utiliser un fil pour tirer ou déplacer un appareil électrique</li> <li>• Ne jamais toucher à un fil dénudé dont on ne perçoit qu'une extrémité Ne jamais toucher une prise avec les mains mouillées</li> </ul>
--	---

### Éléments préfabriqués :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chutes</li> <li>• Ecrasements</li> <li>• Heurts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limiter les manutentions manuelles</li> <li>• Avoir les appareils des fabricants</li> <li>• Avoir les engins de levages adaptés au poids à soulever</li> <li>• Avoir les élingues contrôlées</li> <li>• Respecter les angles des élingues.</li> </ul>

### Réalisation d'une plateforme pour stockage du matériel et des matériaux.

Risques	Règle préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mouvement d'engins et de camions + approvisionnements.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vitesse réduite. Engins et camions équipés de gyrophares + klaxons de recul couplés à la marche arrière.</li> </ul>

### Enlèvement et approvisionnement de matériaux.

Risques	Règle préconisées ou expressions de la règle
---------	--

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents à l'entrée et à la sortie du chantier avec d'autres véhicules.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Signalisation à mettre en place sur la voie publique en indiquant la présence du chantier ainsi que l'entrée et la sortie de camions.</li> </ul>
--	---

**Mise en place de clôtures**

Risques	Règle préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de blessures corporelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Port d'EPI (vêtement de travail, chaussure de sécurité, gants, casque et</li> <li>• Protection auditive).</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coactivité entre les ouvriers et piétons.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La clôture doit être à une hauteur suffisante de façon à éviter que les piétons puissent accéder ;</li> <li>• Afficher sur chantier un panneau "Accès interdit au public".</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renversement de clôture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La clôture sera ancrée dans le sol ou contreventée afin d'éviter le renversement ou contreventée.</li> </ul>

**Accès aux différents niveaux des immeubles**

Risques	Règle préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chemins d'accès et de fuite impraticable par le manque de luminosité. Risque de chute</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Eclairage provisoire de chantier extérieur et intérieur afin d'éclairer tous les niveaux, voies de circulation et chemins de fuite. Signalétique de secours conforme à la ITM-SST-1515.1</li> <li>• Signalisation des installations des voies et issues de secours</li> </ul>

**Voies intérieures**

Risques	Règle préconisées ou expressions de la règle
---------	--

**Livraison et stockage :**

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conditions d'accès au chantier et aux postes de travail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer l'information des chauffeurs quant à la présence d'un gardiennage. Informer le chef de chantier de l'arrivée d'une personne sur chantier.</li> </ul>

## PGCSPS Catégorie 2

REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES -

N° du Dossier : 2024054

<ul style="list-style-type: none"><li>• Risque de chute de personnes de plain-pied</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les chemins d'accès et de sortie sont en permanence dégagés de tout obstacle.</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Risque de chute d'objets manutentionnés</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Interdiction de circuler sous des charges en mouvement.</li><li>• Utilisation de matériel de levage contrôlé périodiquement</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Risque de chute et glissade, lors de la montée et la descente du véhicule</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Port d'EPI</li><li>• Formation et information des chauffeurs</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Risque de chute de matériels suite à un mauvais stockage</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Stocker dans une aire éloignée des lieux de travail en respectant les conditions de stockage</li><li>• Ne pas décharger du côté des voies de circulation ;</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Proximité de la voie publique et des riverains</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ne pas bloquer les accès privés des garages ;</li><li>• Demander les autorisations obligatoires pour pouvoir empiéter sur la voie publique ;</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Risque de collision avec piétons</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les manœuvres difficiles ou sans visibilité sont effectuées à l'aide d'une vigie au sol ;</li></ul>

### Protection sonore de l'environnement :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nuisance sonore</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Réduction du bruit généré en utilisant des machines et des procédés de travail peu ou moins bruyants.</li><li>• Entretien régulier des machines.</li><li>• Utiliser des matériaux avec une forte capacité interne à amortir le bruit.</li><li>• Porter les EPI (casques anti-bruit, bouchons d'oreilles etc..)</li></ul>

### Remise en état des lieux - Evacuation des déchets :

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"><li>• Repli du matériel, dépose des clôtures : interactions avec la voie publique.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Respect des accès et des zones de circulation imposés par le M.O.</li><li>• Respect du code de la route</li></ul>

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evacuation des déchets, substances nocives.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation de containers appropriés, éviter les dégagements de poussières.</li> <li>• Port d'EPI.</li> <li>• Nécessité de séparer les produits et les conduire dans les décharges agréées.</li> <li>• Ne rien brûler sur le chantier. Ne rien enfouir dans le sol.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques liés aux manutentions manuelles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprenez et appliquez les bons gestes et bonnes postures pour soulever les charges</li> <li>• Eviter le recours à des manipulations manuelles.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque dans le transport et mise en place des engins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stationner le port-engin sur un terrain plat et résistant ;</li> <li>• Arrimer l'engin sur la remorque.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques liés à la coactivité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser et préparer le chantier, afin d'éviter des allers et retours inutiles et ainsi limiter les déplacements sur les voies de circulation.</li> <li>• Porter des vêtements à haute visibilité.</li> </ul>

#### Nettoyer l'engin à la fin de la journée

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lésions oculaires par des particules éjectées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Porter des lunettes de sécurité</li> <li>• Respecter les instructions pour le nettoyage avec pression</li> </ul>

#### Premiers soins sur le chantier

Risques	Règle préconisées ou expressions de la règle
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de réactivité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation et nomination d'au moins un secouriste par équipe ;</li> <li>• Plan d'organisation de secours ;</li> <li>• Repérer l'emplacement sur chantier des matériels d'intervention ;</li> <li>• Boîte des 1ers soins sur chantier ;</li> <li>• Téléphone utilisable en permanence ;</li> <li>• Afficher les consignes de premier secours et la liste des numéros d'urgence accessible à tout moment et faire en sorte qu'elles soient lisibles en permanence.</li> </ul>

**CHAPITRE IV - RENSEIGNEMENTS DE SANTE ET DE SECOURS****A) Préambule**

---

La réglementation (Article 4224-15) nous pousse à avoir 5% du personnel du chantier sauveteur secouriste du travail

Les secouristes devront être formés et recyclés depuis au moins 1 an ; ils doivent être clairement identifiables.

Chaque entreprise devra avoir sa propre trousse de premiers secours à jour.

L'accès au site où se situe l'opération devra rester en permanence libre pour permettre les secours extérieurs d'intervenir en cas d'urgence

Les consignes de sécurité et les numéros d'appels seront affichés au niveau de la base vie.

Toutes les consignes prises pour cette opération en terme de secours devront apparaître dans le PPSPS de chaque entreprise

Il n'a pas été prévu de pharmacie collective sur cette opération.

Le système de communication sera le téléphone fixe mis à disposition des entreprises au niveau de la base vie, ou si le maître d'ouvrage l'autorise, le téléphone portable sera autorisé en fonction de la disponibilité des réseaux.

Un point de rencontre sera matérialisé pour l'évacuation des blessés.

L'objectif premier est de tout mettre en place pour apporter les premiers secours et favoriser l'arrivée des secours extérieurs le plus rapidement possible.

En cas de travailleur isolé, un dispositif « homme mort » devra être mis en place.

**B) Prévention des risques et maladies professionnelles**

---

**Dispositions communes :** Le choix du mode opératoire et des produits utilisés doit limiter les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les gaz etc...

**Les bruits Art 4323-91 du code du travail :** Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les activités de travail générant un niveau sonore supérieur à 85 dB (A). Elles devront garantir la sécurité de leur personnel.

**Utilisations des colles et résines :** Les risques devront être clairement précisés dans le PPSPS.

Les mesures de prévention devront être précisées dans le PPSPS des entreprises concernées.

**Protections des risques de Tétanos :** Le personnel affecté sur le chantier devra être vacciné contre le tétanos.

**Nota : Cancérogènes et principales activités du BTP :** Une attention particulière sera portée sur les postes de travail pouvant engendrer des maladies C.M.R (Cancérogènes, Mutagènes et Toxiques pour la reproduction)

En effet, certains travaux comme cités ci-après peuvent provoquer certaines maladies comme :

**Gros œuvre :** Maçons/manœuvres (application des huiles de démoulage, ponçage, marteau-piqueur

**Conducteur véhicule et engins TP :** Gaz d'échappement des moteurs

**TP :** Manœuvres / maçons à l'extérieur : rayonnement solaire, fortes chaleurs : goudronneurs : Goudrons de houille, enrobés spéciaux, anti-kérosène.



Cette fiche est à compléter et doit être affichée par le lot Gros Œuvre ou par l'entreprise mandataire.

## EN CAS D'URGENCE

Ce document rappelle la conduite à tenir en cas d'urgence. Il doit être affiché sur les lieux de travail et dans les véhicules (art. R4534-153 à R4534-152 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

RASSEMBLER LES INFORMATIONS À INDIQUER À VOTRE INTERLOCUTEUR  
EN LIEN AVEC LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL (SST).

### 1 La nature de l'urgence\*

### 2 Informations du chantier

Nom du chantier :

Téléphone :

Adresse :

Code postal :

Ville :

### 3 Le point de rendez-vous *Par exemple : une personne à l'entrée vous guidera.*

### 4 L'appel des secours

**15**

Samu

**18**

Pompiers

**17**

Police secours

**112**

Centre d'appels secours

#### \* Les bonnes informations sur la nature de l'urgence

##### Les circonstances de l'urgence : description et risques possibles

*Par exemple : chute d'un toit, chute dans une fosse, explosion, ensevelissement, heurt ou collision avec un véhicule...*

##### Les difficultés d'accès et de dégagement

*Par exemple : blessé(s) sur le toit, risque d'éboulement, risque d'incendie...*

##### Le nombre de victimes et leur état

*Par exemple : deux ouvriers blessés dont un saigne et ne parle pas.*

##### L'intervention éventuelle du secouriste

*Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...*

##### L'écoute des consignes du centre d'appel d'urgence

*Ne raccrochez jamais le premier.*



**Sauveteurs-secouristes du travail :** la liste à jour est affichée sur le lieu de travail (chantier, atelier...) Ils sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou leur tenue de travail.

Nom

Prénom

Nom

Prénom

Nom

Prénom

**OPPBTP**

## AFFICHAGE PERMANENT SUR CHANTIER

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csps@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

<b>Identification de l'entreprise</b>					
Entreprise					
Forme juridique		Activité			
Nom du responsable		Nombre de salariés			
Adresse					
<b>Convention collective/Accords entreprise</b>					
Intitulé et/ou n° de convention		L. 2002-6/2202-2/1202-12/0202-2/R. 2003-1/R. 2003-1/R. 2003-1/R. 2003-1			
Lieu et modalité de consultation					
<b>Inspection du travail</b>					
Adresse		Article R4151-4 & R. 4151-4			
		Nom de l'inspecteur :			
<b>Médecine du travail</b>					
Adresse :		Article R4151-4 & R. 4151-4			
		Docteur :			
<b>Numéros de téléphones d'urgences</b>					
SAMU		15	ANTI POISON		
POLICE		17	SOS MAINS		
POMPIERS		18	URGENCE EAU		
URGENCE EUROPEEN		112	ELECTRICITE		
HOPITAL			GAZ		
<b>CONSIGNES INCENDIE</b>					
1. Alertez les secours et les occupants de la maison ou de l'immeuble 2. Essayez d'éteindre l'incendie avec les moyens en votre possession 3. Evacuez les lieux et rendez-vous à l'endroit de rassemblement prévu 4. Assurez-vous qu'il ne manque personne et que les locaux ont été complètement évacués					
SECOURISTE : Nom/Prénom :		Nom/Prénom :			
Prévenir aussi : Nom/Prénom :		Nom/Prénom :			
<b>COORDINATEUR OU RESPONSABLE DE LA SECURITE SUR LE CHANTIER :</b>					
NOM :					
<b>Horaires de travail et jours hebdomadaires de repos</b>					
Jour	Matin	Après-midi	Nuit	Equipe	Collectif
Lundi					
Mardi					
Mercredi					
Jeudi					
Vendredi					
Samedi					
Dimanche					
Dérogation aux horaires :					
<b>Congés payés, ordres des départs en congés</b>					
Nom de la caisse des Congés payés :		Adresse de la Caisse :			
Lieu de consultation de la liste des départs en congés :		Téléphone de la Caisse :			
<b>DUERP, Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels, obligatoire à partir du premier salarié</b>					
Date de mise à jour du D.U.E.R.P. :		Lieu de consultation :		CFAM :	

**RESPECTEZ LES CONSIGNES DE SECURITE**

### Obligations législatives et réglementaires

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (si plus de 50 salariés)

**Délégués du personnel (à partir de 11 salariés)**

### Règlement Intérieur (à partir de 20 salariés)

1) Lieu de consultation de la liste :

Lieu de consultation de la liste :

Lieu de consultation :



**ENTREE INTERDITE  
AUX PERSONNES  
NON AUTORISEES**

## UTILISEZ LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION



## SOYEZ ATTENTIFS AUX RISQUES DE DANGERS



18



112

## LA SECURITE EST L'AFFAIRE DE TOUS

## CHAPITRE V - MODALITE DE COOPERATION ; ARTICLE R 4532-6

## A) Préambule

Afin de mieux appréhender l'opération, il sera demandé à chaque entreprise de désigner une personne référente pour assurer et faire respecter les règles de sécurité sur cette opération car l'intervention du coordonnateur ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité de santé vis-à-vis du personnel des entreprises.

Pour cela une inspection commune sera réalisée avant chaque intervention sur le chantier avec l'entreprise quel que soit son rang.

Le contenu du PPSPS de chaque entreprise devra comporter au moins 4 rubriques et cela pour répondre à la réglementation.

1. Enseignements généraux,
2. Disposition en matière de secours et d'évacuation,
3. Conditions de travail et des locaux destinés au personnel,
4. Disposition de sécurité et de protections de la santé.

Il sera demandé également que le PPSPS soit spécifique à l'affaire et comporte notamment des modes opératoires en fonction des tâches à réaliser.

En ce qui concerne la sous traitance, la déclaration devra être réalisée dans les temps réglementaires. Le coordonnateur SPS ne doit pas être mis devant le fait accompli. Idem pour les travailleurs indépendants.

**RAPPEL** : le maître d'ouvrage doit assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission.

Tâches	Mesures de coordinations à la charge de chaque entreprise.
<b>Contenu et rôle du PPSPS</b>	<p>Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise intervenante (titulaire, cotraitant ou sous-traitant) doit remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. (PPSPS) Voir Mémo pratique de l'OPPBTP en annexe.</p> <p><b>Rôle du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)</b></p> <p>Le PPSPS devra être conforme aux dispositions de l'article R 4532-63, R 4532-66 à 74 du code du travail.</p> <p>Le PPSPS est un outil de travail du chantier. Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnes pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter. Il doit être établi, en tenant compte des données générales et particulières contenues dans :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le Plan Général de Coordination SPS,</li><li>• Les pièces contractuelles du marché,</li></ul> <p>Chaque procédure d'exécution contiendra un chapitre sur la sécurité. Il identifiera les risques encourus pour réaliser la tâche et les moyens pour se protéger. Toutes décisions de changements de méthode dans la réalisation d'une tâche doivent être accompagnées d'une nouvelle procédure d'exécution et d'un additif au PPSPS. Ces documents devront être validés par le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.</p>

## PGCSPS Catégorie 2

REALISATION D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS DE FORMATION ET DE BUREAUX DE TYPE MODULAIRES -

N° du Dossier : 2024054

<b>Diffusion du PPSPS</b>	<p>Le PPSPS doit être conforme aux articles R.4532-56 à 74</p> <p>L'entrepreneur dispose de trente jours à compter de la notification du marché par le Maître de l'Ouvrage pour établir et remettre leur PPSPS au Coordonnateur SPS.</p> <p>Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (ou, à défaut, les délégués du personnel) de l'entreprise.</p> <p>L'entrepreneur chargé du marché principal de travaux, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers adresse aux organismes officiels de prévention (Inspecteur du Travail, CRAM, OPPBTP), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés.</p> <p>Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.</p>
<b>Evolution du PPSPS</b>	<p>Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.</p> <p>Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables par d'autres mesures. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son PPS, les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du PPS (organismes de prévention, utilisateurs, etc...).</p>
<b>Sous-traitant</b>	<p>L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître de l'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du Plan Général de Coordination et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la Sécurité et la Santé des travailleurs. L'entrepreneur communique au coordonnateur SPS la liste des tâches qu'il envisage de sous-traiter et les coordonnées des entreprises retenues de façon à ce qu'elles soient convoquées à l'inspection commune.</p> <p>Le sous-traitant est tenu d'établir un PPSPS quelle que soit la nature, l'importance et la durée de son intervention. Un PPSPS simplifié sera admis dans certains cas pour des travaux simples et / ou de faible importance.</p> <p>Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son PPSPS des informations fournies par l'entrepreneur ainsi que des dispositions contenues dans le PGC. Le sous-traitant doit être connu assez tôt pour disposer d'un délai suffisant à l'élaboration de son PPSPS.</p>
<b>Emploi du personnel intérimaire</b>	<p>Les entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné, en particulier le travail en hauteur et le port de charges lourdes)</li><li>• L'intéressé est en règle au point de vue du cadre du travail et de séjour,</li><li>• Le personnel a subi la formation de la sécurité,</li><li>• Le personnel intérimaire justifiera des pièces de contrôle sous le nom de l'entreprise utilisatrice.</li></ul>

IP2C

70 rue Dugommier - 97110 Pointe à Pitre

Tel : 0590 90 96 12 - Mobile : 0690 06 77 82 - Mail : csp@ip2c-guadeloupe.net

Siret 81000488700016 - Siren 810004887 - APE 7490B - SAS au capital de 1000 €

**CHAPITRE VI - ANNEXES**

**A) Liste des annexes**

Nom de l'annexe
LOT METAH SCALP
TRAME PPSPS
AFFICHE CHANTIER PROPRE

**B) Liste des entreprises dès que retenues**

En attente de réception

**C) Suivi des PPSPS**

En attente de réception

**D) Plan d'installation de chantier**

En attente de réception